

## Admission au Collège universitaire session 2018

### Copie épreuve Sciences économiques et sociales (Coefficient 2)

#### 1/ Question d'analyse microéconomique ou macroéconomique

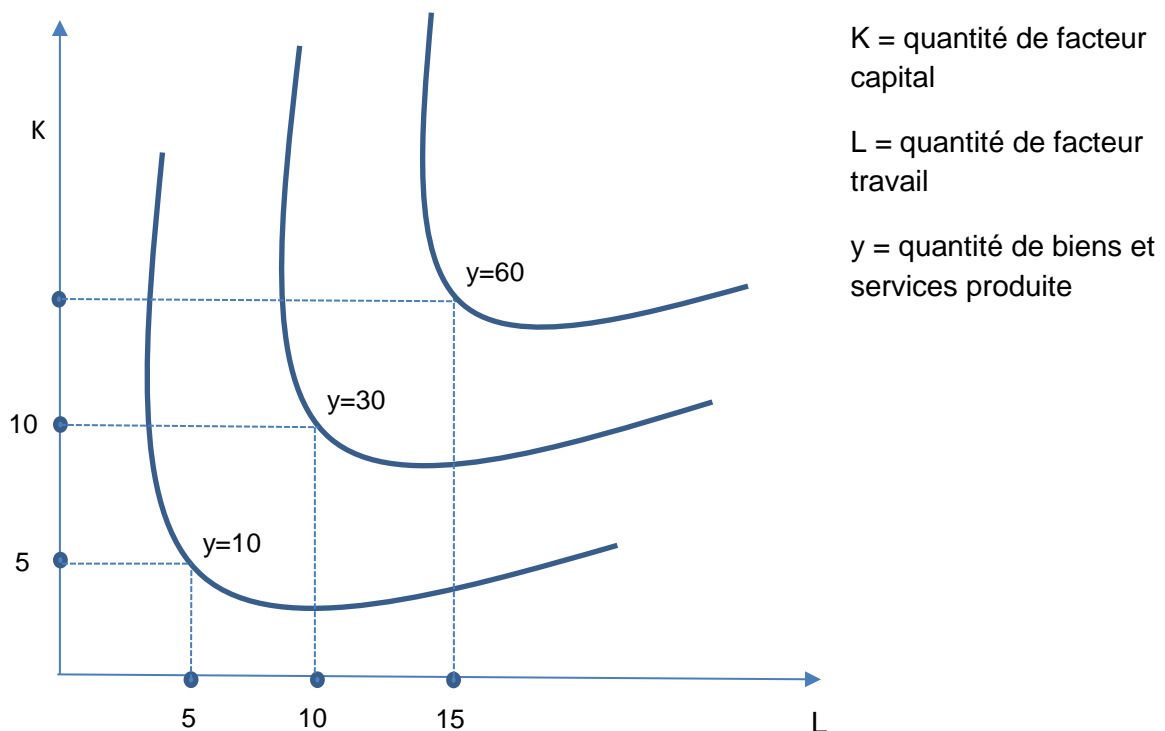
##### Expliquer le processus de croissance à partir de la représentation de la fonction de production

Le processus de croissance désigne un accroissement durable et cumulatif des richesses produites grâce à une hausse de la production de biens et de services sur une longue période. La production dépend des facteurs de production qui sont le facteur travail (la main d'œuvre utilisée dans le processus productif) et le facteur capital (l'ensemble des biens qui servent à produire des biens et des services). On distingue le capital fixe (les biens qui servent durant plusieurs cycles de production, comme les machines, les bâtiments) et le capital circulant (ensemble des biens qui sont détruits, utilisés, ou transformés pendant le processus de production). La croissance est mesurée par le taux de croissance du PIB (le produit intérieur brut permet de mesurer les richesses produites sur un territoire en un an). Le PIB peut lui-même être calculé par l'addition de la production marchande (dont les biens et services vont être vendus à un prix qui couvre au moins 50 % des coûts de production), mesurée par l'ensemble des valeurs ajoutées (le chiffre d'affaire moins les consommations intermédiaires plus les variations de stock), et de la valeur de la production non marchande mesurée grâce à la valeur des biens et services qui ont permis de produire cette production non marchande. Le processus de production est donc à l'origine de la croissance. La fonction de production de Cobb Douglas permet d'expliquer la contribution des facteurs de production à la croissance :

$$y = f(K, L).$$

K = facteur capital, L = facteur travail

##### Représentation de la production dans le cas de rendements d'échelle croissants



Dans ce cas, on voit qu'une hausse des deux facteurs de production dans les mêmes proportions entraîne une hausse plus que proportionnelle de la production. Cela ne correspond pas à la fonction de production de Cobb Douglas, car selon cette fonction une hausse des deux facteurs entraîne une hausse proportionnelle de la production (rendements à l'échelle constants). En effet, la croissance est aussi expliquée par le résidu, c'est-à-dire la productivité globale des facteurs  $(\frac{Y}{(K+L)})$ . La fonction de production a ainsi été enrichie de cette manière :  $y: fA(K ; L)$  où A désigne le résidu. La productivité globale des facteurs augmentant, on peut produire plus avec la même quantité de facteurs. La croissance s'explique donc par la hausse de la production grâce à l'augmentation de la quantité de facteurs utilisés (théorie de la croissance extensive, Robert Solow), mais aussi grâce à une hausse de la productivité des facteurs, grâce au progrès technique, lui-même entretenu par la croissance (théorie de la croissance endogène, P. Romer)

## 2/ Conduite d'un raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

### **Comment les pouvoirs publics peuvent-ils utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres ?**

Le président E. Macron avait annoncé pendant sa campagne présidentielle vouloir abaisser le taux d'imposition sur les entreprises, qui est actuellement à 33%. En effet, des charges trop importantes réduisent la compétitivité des entreprises, pour lesquelles des coûts de production élevés entraînent une hausse des prix, ce qui a pour conséquence une demande amoindrie. Une politique d'offre peut ainsi permettre de relancer la croissance en dynamisant la production et de même la demande. Les pouvoirs publics peuvent en effet utiliser leur budget pour agir sur les déséquilibres macroéconomiques (taux de croissance faible, taux d'inflation trop élevé ou déflation, balance commerciale déficitaire, chômage) et les déséquilibres du budget des administrations publiques.

### **Comment l'augmentation ou la diminution des dépenses et des recettes publiques modèrent-elles les déséquilibres macroéconomiques et budgétaires ?**

Les politiques budgétaires expansionnistes peuvent réduire les déséquilibres macroéconomiques (I). Cependant, ces politiques n'agissent que sous certaines conditions et peuvent détériorer l'équilibre budgétaire de l'État (II). Une politique restrictive est alors un moyen de rétablir l'équilibre budgétaire et de lutter contre certains déséquilibres macroéconomiques (III).

Premièrement, une politique budgétaire expansive peut influencer les déséquilibres macroéconomiques grâce à une politique de l'offre (A) ou de la demande (B).

Une politique budgétaire consiste à jouer sur le montant des dépenses et des recettes publiques. Une politique expansionniste peut dans un premier temps jouer sur l'offre, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services que les agents sont disposés à vendre à un prix donné. L'État peut par exemple diminuer les cotisations sociales à la charge de l'employeur ou l'impôt sur la production ou les sociétés. Cela entraîne alors une baisse des coûts de production. Cela peut se répercuter sur une hausse de l'investissement, qui entraîne une hausse de la demande pour d'autres entreprises. Les salaires peuvent également augmenter ce qui signifie un plus grand pouvoir d'achat pour les ménages qui eux-mêmes consomment plus, ce qui augmente la demande. Ou bien l'entreprise peut baisser le prix de ses produits, ce qui entraîne une hausse de la demande qui peut générer une hausse encore plus élevée de l'investissement (théorie de l'accélérateur d'Aftalion). L'investissement, en plus d'accroître la productivité des entreprises grâce au progrès technique, peut rendre les produits plus attractifs pour les consommateurs qui vont augmenter leur demande pour le bien. J. Galbraith a nommé cela la théorie de la filière inversée : ce sont les entreprises qui peuvent faire fluctuer la demande pour leurs biens, grâce à la publicité notamment. Un choc d'offre positif peut donc rendre les entreprises plus compétitives, ce qui peut participer à améliorer la balance commerciale du pays (exportations moins importations). Une hausse des salaires ou une baisse du prix des produits peut entraîner une hausse plus que proportionnelle de la demande, ce qui va alors participer à une baisse du chômage et une hausse de la croissance grâce à la hausse de la production. De même, l'investissement est facilité lorsque les coûts de production baissent, ce qui entraîne une hausse de la demande dans certains secteurs. Un choc d'offre positif est également possible grâce à un allègement des impôts sur le revenu qui incite les agents à plus travailler (document 4).

En augmentant ces dépenses publiques, l'État peut également soutenir la demande.

Par exemple, des investissements faits par l'État augmentent la production de certaines entreprises. Selon un effet multiplicateur, cette hausse de l'investissement peut entraîner une hausse plus que proportionnelle de la demande globale. En effet, une hausse de la production peut entraîner une hausse des salaires, qui sont eux-mêmes dépensés, ce qui accroît la demande etc. L'effet multiplicateur a été repris par John Maynard Keynes, qui explique ainsi qu'une hausse des dépenses publiques peut entraîner une hausse plus que proportionnelle de la demande.

L'État peut également soutenir la demande en augmentant le montant des prestations sociales, ce qui va inciter les ménages à consommer. Le document 3 nous indique que la consommation des ménages est une composante importante de la croissance. Ainsi, en 2016, la consommation des ménages représente plus d'un point du taux de croissance. Une augmentation ou une baisse des dépenses publiques peuvent ainsi soutenir l'offre ou la demande, qui ont un impact sur la croissance, le chômage, et la compétitivité des entreprises (et donc la balance commerciale).

Cependant, ces politiques expansionnistes ne fonctionnent que sous certaines conditions (A), et peuvent causer un déséquilibre budgétaire(B).

Les politiques expansionnistes ne fonctionnent pas toujours. En effet, le multiplicateur keynésien dépend de la propension marginale à consommer des ménages, car il est calculé de cette manière :

$$K = \frac{1}{1-C} \quad (C \text{ étant la propension marginale à consommer}).$$

Il faut aussi prendre en compte la propension marginale à importer, qui a expliqué l'échec des politiques budgétaires expansionnistes de la France en 1975 et 1981. De plus, un « effet d'éviction » peut se produire (document 4). L'augmentation des dépenses publiques fait augmenter les taux d'intérêt, la consommation et l'investissement à crédit diminuent donc, ce qui diminue la demande, et donc la production et peut faire augmenter le chômage. De plus, le multiplicateur keynésien ne fonctionne qu'en économie de sous-emploi, et l'effet d'accélérateur a lieu si les capacités de production ne sont pas entièrement utilisées. Enfin les anticipations rationnelles des agents (Robert Lucas) font que ceux-ci anticipent une hausse des prélèvements obligatoires due à la hausse des dépenses publiques. La théorie du revenu permanent de Friedman va également dans ce sens : les agents anticipent les futures baisses de revenu, ils ne vont donc pas forcément dépenser plus lorsque leurs revenus augmentent.

Les politiques expansionnistes peuvent également créer un déséquilibre budgétaire. On parle de déficit public lorsque les dépenses publiques sont supérieures aux recettes publiques. En France le déficit public représente ainsi 3.4 % du PIB en 2016. Une baisse des prélèvements obligatoires ou une hausse des dépenses publiques peuvent donc créer un déséquilibre budgétaire. De ce fait, la hausse de 1.8 % des prestations sociales entre 2015 et 2016 et la baisse de 3.4% des revenus de la propriété sont venues alourdir le déficit public. Ainsi, les politiques expansionnistes ne réalisent des déséquilibres que sous certaines conditions et peuvent même participer à créer un déséquilibre des dépenses publiques.

Des politiques budgétaires restrictives sont donc nécessaires pour résorber le déficit public (A) et peuvent même atténuer d'autres déséquilibres macroéconomiques(B).

Afin de réduire le déficit public, des politiques budgétaires de rigueur sont nécessaires. Celles-ci consistent à augmenter les recettes des administrations publiques et à augmenter les dépenses de celles-ci. En effet, le déficit public alimente la dette publique, dont les intérêts représentent le deuxième poste de dépense de l'État après l'Éducation nationale. La dette publique freine donc les dépenses de l'État qui pourraient permettre de relancer la croissance grâce à une politique expansionniste. C'est pour cela que les dépenses publiques tendent à être réduites. Elles représentaient 57% du PIB en 2013 contre 56.4% aujourd'hui. Cette restriction budgétaire est également encouragée par le pacte de stabilité et croissance signé en 1997. Le déficit public ne doit donc pas représenter plus de 3% du PIB et la dette publique 60 % du PIB.

Enfin, les politiques restrictives peuvent permettre de réduire le taux d'inflation et améliorer la balance des transactions courantes. Les politiques expansionnistes peuvent en effet augmenter le taux d'inflation. Or, il est préférable que celui-ci ne dépasse pas les 2%. Lorsque la hausse du taux d'inflation est supérieure à la hausse des salaires, le pouvoir d'achat des ménages diminue, ceux-ci consomment donc moins ce qui ralentit la production. De plus, une hausse des prix rend les entreprises moins compétitives, ce qui peut diminuer les exportations. Le déficit commercial peut ainsi s'aggraver. Le solde commercial contribue depuis 2013 de manière négative à la croissance : en 2016, le solde commercial impute le taux de croissance de 0.7 point. Des politiques budgétaires de rigueur sont donc nécessaires pour réduire le déficit et la dette publics, et contrôler le taux d'inflation.

Face à certains déséquilibres macroéconomiques, les dépenses publiques peuvent donc agir en soutenant l'offre ou la demande, ce qui participe à relancer la croissance et à baisser le taux de chômage. Cependant, les politiques expansionnistes ne fonctionnent que sous certaines conditions, et il est difficile de lutter contre plusieurs déséquilibres macroéconomiques à la fois. La courbe de Philippe montre ainsi qu'on ne peut lutter contre l'inflation et le chômage en même temps. De plus, les politiques expansionnistes peuvent créer des déséquilibres dans le budget public. Le carré magique de Nicolas Kolder pourrait ainsi être enrichi d'une branche qui représenterait la dette publique, et donc devenir un « pentagone magique » (ce carré représente les principaux déséquilibres que sont la croissance, le chômage, l'inflation et la balance des transactions courantes). Face à la difficulté de lutter contre plusieurs déséquilibres à la fois, les États adoptent des politiques de « stop and go », alternant rigueur budgétaire et hausse des dépenses, qui semblent alimenter l'instabilité de la croissance.